

Équateur en grève : Résistance et répression, un appel à la solidarité internationale

Gladys Calvopiña Herrera

Traduction par Alexandra Trussart

L'Équateur, à l'instar des autres pays d'Amérique du Sud, présente de hauts taux de pauvreté, de chômage et de sous-emploi, ce qui a mené à des niveaux élevés d'insécurité et de violence au cours des dernières années. De plus, l'exclusion sociale touche de façon disproportionnée certains groupes sociaux. L'Enquête nationale d'emploi, de chômage et de sous-emploi (*Encuesta Nacional Empleo, Desempleo y Subempleo*) montre clairement la distribution de la pauvreté selon l'auto-identification ethnique dans le pays¹ :

- » 43 % des Autochtones vivent dans une pauvreté extrême contre 5,6 % des Métisses blanc-he-s et 11 % des Afro-Équatorien-ne-s.
- » 59 % des Autochtones gagnent moins de 85 \$ par mois contre 22 % des Métisses blanc-he-s et 31 % des Afro-Équatorien-ne-s.

L'émigration est l'une des principales échappatoires aux problématiques sociales associées à la pauvreté dans le pays; ainsi, environ deux millions d'Équatoriennes et d'Équatoriens vivent à l'étranger, soit 11 % de la population².

Au début de l'année 2020 s'est ajoutée la pandémie de COVID-19, à laquelle le pays a répondu par une politique de peur et de contrôle afin d'imposer l'iso-

lement et une politique du « restez chez vous », et ce, bien que des milliers de personnes dans le pays n'aient pas de toit et que quatre millions de personnes vivent de l'emploi informel et dépendent du commerce de rue pour survivre³.

La lutte sociale comme réponse à l'exclusion et aux inégalités sociales

La lutte sociale en Équateur a des racines qui remontent au temps de la résistance autochtone durant la colonisation espagnole. Le mouvement autochtone en Équateur est devenu un acteur politique important dans les années 1990, mais l'organisation de celui-ci remonte à 1944 avec la création de la Fédération équatorienne des Autochtones (*Federación Ecuatoriana de Indios, FEI*).

Le grand soulèvement autochtone des années 1990, organisé par le biais de la Confédération des nationalités autochtones d'Équateur (*Confederación de Nacionalidades Indígenas de Ecuador, CONAIE*), a positionné le mouvement comme l'un des acteurs politiques les plus importants du pays, parfois même le seul capable de mobiliser et réunir les processus de lutte sociale au niveau national.

Au mouvement autochtone se greffent les demandes d'autres groupes sociaux exclus du pouvoir, comme les collectifs de femmes, les proches de personnes disparues, les organisations étudiantes, les travailleuses et travailleurs, les mouvements écologistes, etc. Ceux-ci ont trouvé dans le mouvement autochtone un véhicule pour mettre de

l'avant leurs demandes. Ces alliances, bien qu'elles se construisent autour de tensions et de désaccords, réussissent tout de même à consolider et fortifier les processus de lutte sociale et permettent de soutenir des milliers de personnes mobilisées dans les rues durant des jours, voire des semaines⁴.

Grève nationale 2019

En juin 2019, durant le mandat de Lenin Moreno, alors que María Paula Roma était ministre du Gouvernement et Oswaldo Jarrín était ministre de la Défense, une série de mesures d'austérité ont été mises en place dans le pays, en vertu des accords signés avec le Fonds monétaire international (FMI). L'une de ces mesures était de mettre fin aux subventions de l'État aux carburants, provoquant ainsi l'augmentation de leurs prix.

Cette augmentation du prix de l'essence aurait eu comme conséquence la hausse du prix de tous les produits de première nécessité qui en dépendent pour leur distribution à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

C'est dans ce contexte que la CONAIE a décidé de décréter la mobilisation dans tout le pays et déclarer une grève illimitée, avec pour principale revendication la dérogation au décret 883 sur l'augmentation du carburant. Les bases de la CONAIE se sont donc mobilisées à Quito, la capitale, pour faire pression sur le gouvernement et instaurer un dialogue dans le but de trouver des solutions.

La réponse du gouvernement a été de décréter l'état d'exception et d'envoyer les forces armées dans les rues.